

Cadastre des médecins : « Les chiffres ne mentent pas »

SANTÉ Le Cercle des étudiants en médecine voit dans le cadastre révélé vendredi un argument pour leurs revendications

ENTRETIEN

Huit mille cinq cents médecins généralistes à temps plein en 2012... Un peu plus de 6.000 dès 2032... Une pénurie grave annoncée en gériatrie ou médecine d'urgence... Les données du cadastre des professions de santé en Belgique – révélés par *Le Soir* et le *Journal du Médecin* – ont fait le tour du secteur. Et n'ont pas manqué de susciter des réactions. Parmi elles, celle d'Emeline Lezier, présidente du Comité interuniversitaire des étudiants en médecine (Cium).

Votre première réaction à la lecture des chiffres ?

Ils confirment ce qu'on ressent sur le terrain. Il faut des mois

pour un rendez-vous chez un spécialiste, il existe dans certaines régions une pénurie grave de généralistes... Les chiffres ne mentent pas !

Ils font écho à vos demandes ?

Ils constituent en tout cas un solide argument par rapport à notre revendication : la plupart des médecins ont entre 55 et 65 ans, les étudiants qui sortiront prochainement seront la relève efficiente des nombreux

départs prévus en raison de la moyenne d'âge élevée, dans la plupart des secteurs de la santé.

Sont-ils prêts pour autant à combler les régions et spécialités en pénurie ?

Notre revendication porte d'abord sur un lissage positif à moyen et long terme des numéros Inami disponibles (NDLR : augmenter le nombre de numéros à venir pour y puiser dès à présent des accès à la profession). Ensuite, nous demandons que le Fédéral tienne compte du cadastre pour déterminer les spécialités en pénurie et qu'il lève les quotas en vigueur dans ces secteurs.

En médecine générale par exemple ?

Evidemment ! Mais cela passe aussi par une revalorisation de ces matières à l'université. Un stage en bachelier, tel qu'instauré à l'UGent, montre aux étudiants l'importance de la première ligne de soins constituée par les généralistes. Pour le surplus nous demandons un renforcement des aides à l'installation dans les régions en pénurie ainsi qu'un soutien aux jeunes

qui optent pour les pratiques de groupe.

La question de l'examen d'entrée va revenir sur la table, y restez-vous opposés ?

Pour débloquer la situation, un consensus devra être trouvé en ce qui concerne la sélection à l'entrée des études de médecine. Le Cium a toujours été contre un examen d'entrée mais notre position évoluera si nous obtenons un consensus sur la question de la sélection.

On sait qu'ils sont plutôt favorables à un examen d'entrée...

Tout dépend de la manière dont on leur présente les choses : si on leur dit que c'est une monnaie d'échange pour obtenir leur numéro Inami, ils vont tous voter oui ! Ce n'est cependant pas tout à fait aussi simple. Une sélection n'est pas nécessairement un examen d'entrée, on peut aussi imaginer une sélection en janvier de la première année plus ou moins serrée en fonction des besoins de la population. ■

Propos recueillis par
ERIC BURGRAFF
@eburgraff